

Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme - Texte alternatif du 36e congrès du PCF

<http://www.renforcerlepcf.com/Combattre-l-austerite-en-finir.html>

Le 36e congrès du PCF se réunit dans le contexte d'une crise du capitalisme d'une gravité inédite depuis les années 30, si ce n'est depuis la naissance du capitalisme lui-même. Partout dans le monde, ce système impose la régression sociale. La crise économique touche tous les continents, sans exception. Partout la production ralentit. En Europe, plusieurs pays sont déjà en récession. Les finances publiques sont massivement déficitaires. Les gouvernements, sous prétexte de réduire les déficits, imposent l'austérité aux peuples, tout en versant des sommes colossales aux banques. En France comme ailleurs, la classe capitaliste est devenue complètement parasitaire. Qu'offre-t-elle à la société ? C'est une classe qui détruit et qui, en détruisant, s'enrichit. Elle ne dirige pas la société ; elle lui livre bataille.

Sarkozy a été chassé de l'Élysée. Mais nous savions qu'il n'était que le représentant le plus en vue d'une classe et d'un système. Changer de gouvernement sans toucher aux fondements de ce système ne permettra pas d'en finir avec la régression sociale. Toutes les conquêtes sociales du passé sont menacées. Mais avant d'évoquer plus en détail la situation économique, sociale et politique française, nous devons en examiner le contexte international – et notamment européen. La position de la France et les perspectives qui en découlent n'apparaissent dans toute leur gravité qu'à partir d'un examen de la situation internationale.

La crise mondiale

La division internationale du travail a relié tous les continents et toutes les économies « nationales » en une seule économie mondiale, au point qu'aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut se soustraire aux pressions du marché mondial. La crise économique affecte tous les pays du monde, sans exception. Les pays européens connaissent des taux de croissance très faibles, nuls ou négatifs. Aux États-Unis, malgré une légère reprise, la Réserve Fédérale n'exclut pas une nouvelle récession à court terme. Le taux d'utilisation de la capacité productive industrielle des États-Unis est tombé à 77,4 %, ce qui souligne la saturation des marchés. Le taux de chômage officiel y est de 9 %, le plus élevé depuis 1982.

La crise de l'économie mondiale a des répercussions majeures sur les économies de la Chine et des pays dits « émergents » tels que l'Inde et le Brésil. La contraction des économies américaine et européenne réduit leur capacité d'absorption des marchandises produites par les grandes économies asiatiques et latino-américaines. Loin d'être en mesure de « tirer la croissance mondiale », comme l'espéraient tant d'analystes, celles-ci sont entraînées dans le sillage de la crise en Europe et aux États-Unis.

Quel contraste entre cette réalité et les perspectives glorieuses formulées par les propagandistes du capitalisme des années 90 ! À l'époque, l'effondrement de l'URSS leur fournissait l'occasion d'une puissante offensive idéologique contre le socialisme et le marxisme. Dans les médias, comme dans les milieux politiques et académiques, les apologistes du capitalisme triomphaient. Le « communisme » avait échoué, alors qu'en réalité ce qui avait fait faillite en URSS n'était qu'une monstrueuse caricature de communisme. La restauration du capitalisme sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS, en Europe centrale et – avec un train de retard – en Chine, constituait selon eux la preuve concrète et irréfutable de la supériorité du système capitaliste, qui devait être considéré comme la forme d'organisation sociale définitive de l'espèce humaine. Avec la fin de la guerre froide, nous disait-on, les sommes colossales dépensées jusqu'alors dans l'armement pourraient être

consacrées à la création d'emplois, à la santé publique, à l'éducation, au logement et aux services publics. Grâce à ces « dividendes de la paix », la pauvreté et les inégalités sociales allaient s'estomper. En même temps, sous l'aile protectrice des puissances impérialistes, et notamment de la superpuissance américaine, la « démocratie » allait enfin s'étendre dans le monde entier.

Aveuglés par la « mondialisation », les économistes bourgeois croyaient que le capitalisme avait trouvé le moyen de surmonter ses contradictions fondamentales. Les crises de surproduction – dont Marx avait démontré qu'elles étaient inhérentes au capitalisme – appartenaient au passé. Cette pression idéologique a eu des conséquences importantes au sein du mouvement ouvrier international. En Europe, les dirigeants des partis sociaux-démocrates emboîtèrent le pas des représentants directs de la classe capitaliste. Ils proclamaient haut et fort leur ralliement à « l'économie de marché » – et donc aux impératifs de celle-ci –, au point que leurs politiques ne se distinguaient plus guère de celles des partis de droite. Les gouvernements de Papandreou, en Grèce, et de Zapatero, en Espagne, en étaient des exemples. Les partis communistes furent également affectés. Le Parti de la Refondation Communiste, en Italie, a participé au gouvernement de Romano Prodi, qui a mené une politique d'austérité sévère. Le Parti Communiste britannique a annoncé sa propre dissolution. En France, les dirigeants du PCF soutenaient la politique de privatisations menées sous le gouvernement Jospin de 1997-2002.

Aujourd'hui, le triomphalisme des capitalistes a cédé la place à un pessimisme noir. Partout, leur système refoule la société en arrière, détruit les conquêtes sociales du passé, condamne une masse sans cesse grandissante d'êtres humains au chômage et à la pauvreté. Nous assistons à une résurgence de la lutte des classes dans de nombreux pays européens, aux États-Unis, au Canada, en Amérique latine, dans le monde arabe et ailleurs. Les magnifiques soulèvements révolutionnaires qui ont renversé Ben Ali et Moubarak, début 2011, ont rencontré un écho jusqu'aux États-Unis, où des jeunes et des travailleurs se sont mobilisés à une échelle massive contre les coupes budgétaires.

Le courant de l'histoire se retourne enfin en faveur de ceux qui luttent contre le système capitaliste. Les défenseurs de l'ordre établi sentent le sol se dérober sous leurs pieds. De grandes perspectives, de grands défis et de grandes responsabilités s'ouvrent aux communistes de France et du monde entier. À nous de mettre nos idées, notre programme et notre action en phase avec les enjeux révolutionnaires de notre époque.

L'actuelle crise économique mondiale a mûri pendant au moins une vingtaine d'années. Il s'agit d'une crise de surproduction – une saturation des marchés par rapport aux capacités productives existantes – aggravée par une crise financière majeure. Ses causes résident dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, identifiées par Karl Marx dans son *Capital*. Ces contradictions étaient déjà à l'origine des grandes crises du passé, comme celle des années 1930 ou celle qui, dans les années 1970, a marqué la fin des « trente glorieuses » en Europe et aux États-Unis. Mais de par son ampleur et du fait de ses caractéristiques particulières, la crise actuelle est qualitativement différente de toutes celles que nous avons connues par le passé.

La période de croissance relativement soutenue qui, avec des hauts et des bas, s'est étalée du milieu des années 1990 jusqu'en 2008, était le résultat d'un ensemble de facteurs, dont l'un des plus importants était la restauration du capitalisme en URSS, en Europe Centrale et en Chine.

L'intégration de ces vastes territoires dans le marché mondial ouvrait à la classe capitaliste d'immenses champs d'investissements et d'exploitation. À l'époque, les commentateurs des grands médias voyaient dans le « miracle chinois » et l'expansion du marché mondial un gage de croissance économique durable, pour ne pas dire illimitée. Mais les effets de ces facteurs ne pouvaient pas durer indéfiniment. La Chine n'était pas seulement un marché absorbant la production occidentale, mais aussi et surtout un producteur extrêmement compétitif. Chaque marché capté par la Chine devait nécessairement l'être au détriment d'autres pays, dont les grandes puissances européennes et les États-Unis.

Un autre facteur important était le développement exponentiel du crédit. Les masses immenses de crédits injectées dans les circuits économiques augmentaient la demande et, de ce fait, stimulaient la

production. Mais contrairement à ce que pensaient la plupart des économistes, ce « cercle vertueux » n'éliminait pas les contradictions du système capitaliste. Il ne pouvait que les masquer pendant un certain temps.

Marx expliquait que le crédit – c'est-à-dire *l'endettement* – n'a pas d'autre fonction, en définitive, que d'augmenter artificiellement et *temporairement* la demande. Il sert à injecter dans le présent des ressources qui seront théoriquement créées dans le futur. Tôt ou tard, les crédits contractés doivent être remboursés, majorés des intérêts. Par conséquent, de facteur d'accroissement de la demande, l'endettement se transforme en un facteur de contraction de celle-ci. Et lorsque la saturation des marchés engendre une baisse de la production, les richesses futures escomptées et permettant de rembourser les dettes ne sont pas au rendez-vous. Dans ces conditions, la crise de surproduction est aggravée à l'extrême par une crise financière.

Le recours au crédit ne peut donc éviter la saturation des marchés que provisoirement et au prix de donner à la crise – une fois qu'elle éclate – un caractère particulièrement aigu et convulsif. C'est exactement la situation dans laquelle se trouvent actuellement les États-Unis et l'ensemble des puissances européennes.

L'Europe

L'Union Européenne a fait l'objet d'une campagne intensive de lavage de cerveau. Le PCF a été en première ligne de la bataille pour répondre à cette propagande mensongère. Il a notamment lutté contre le Traité de Maastricht (1993) et le projet de Constitution Européenne (2005). Les traités européens successifs et l'introduction de la monnaie unique devaient selon nos « élites » garantir la croissance économique et le progrès social à l'ensemble de l'Union Européenne. Aujourd'hui, il ne reste plus rien de ces perspectives mirobolantes. L'Europe est devenue l'un des principaux foyers d'instabilité économique et sociale dans le monde.

Pendant des décennies, pour éviter de taxer les profits des banques et des grandes entreprises, les États se sont endettés massivement pour financer les dépenses publiques, dont une partie importante a servi à subventionner les capitalistes, d'une façon ou d'une autre. La dette publique européenne s'élève désormais à plus de 10 000 milliards d'euros, soit un quart de la dette publique mondiale. L'alourdissement progressif de la dette ne pouvait pas continuer longtemps sans aboutir à un problème de solvabilité des États. Le brusque ralentissement de l'activité économique, à partir de 2008, a rapidement poussé plusieurs États – l'Irlande, le Portugal et surtout la Grèce – au bord de la faillite et a fragilisé à l'extrême la situation financière de l'ensemble des pays européens.

Comme avec la crise des *subprimes* aux États-Unis, la crise européenne a ouvert les yeux des peuples sur le rôle complètement destructeur et parasitaire des banques et des spéculateurs capitalistes. Ils entendent qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer les retraites, les écoles, les hôpitaux et autres services publics. Mais ils constatent qu'il est possible de trouver des centaines de milliards d'euros pour renflouer les banques. Il ne faut surtout pas que des opérations spéculatives malencontreuses fassent perdre de l'argent aux banques ! Les riches ne connaissent pas la crise. Ils s'enrichissent davantage.

C'est en Grèce que le problème est le plus aigu. Ce pays ne représente que 2 % de l'économie européenne, mais l'effondrement de son économie a eu des répercussions à travers tout le continent. Le fait est que la Grèce ne peut pas payer ce que les banquiers lui réclament. Bien d'autres États de la zone euro sont eux-mêmes dans une situation financière trop précaire pour supporter une partie du fardeau grec. L'Espagne et l'Italie, par exemple, s'enfoncent dans la récession. Les sommets européens successifs – chacun plus « décisif » que le précédent – n'ont abouti à rien. La Grèce est plus proche de la faillite aujourd'hui qu'avant les interventions de la BCE et du FMI. La France et l'Allemagne ne peuvent intervenir davantage sans compromettre irrémédiablement leur propre position.

L'Allemagne est la puissance dominante en Europe, mais cette puissance a, elle aussi, ses limites. Le gouvernement allemand exige que ses « partenaires » appliquent des politiques d'austérité

toujours plus sévères pour redresser leurs finances publiques. Mais l'austérité signifie une réduction de la demande, ce qui nuira aux exportations, dont dépend l'économie allemande. La politique d'austérité implacable qu'exige Merkel ne fait que miner davantage l'économie allemande et aggraver la crise sur l'ensemble du continent.

Nous voilà entre deux enfers. L'argument des capitalistes, c'est que pour inverser la courbe de l'endettement, il faut une réduction draconienne des dépenses publiques et donc du niveau de vie des populations. Mais cette réduction contribue à une contraction de la demande et de l'activité économique en général. Cette contraction, à son tour, réduit les revenus des États. Mais d'un autre côté, si la courbe de l'endettement n'est pas inversée, d'autres pays – dont, à terme, la France – se retrouveront inéluctablement dans la même situation que la Grèce.

Ainsi, toutes les « solutions », sur la base du capitalisme, deviennent des problèmes. Le système est dans une impasse. Si les différents « plans de sauvetage » n'ont rien réglé pour un petit pays comme la Grèce, qui « sauvera » donc l'Espagne ou l'Italie ? Les économies de la France et de l'Allemagne sont déjà en difficulté, mais la détérioration de l'économie européenne risque de les plonger dans une récession. Certes, il n'est pas exclu que le PIB de tel ou tel pays se redresse pendant un certain temps, mais la perspective générale qui se dessine pour l'Europe se caractérise par une instabilité économique et sociale croissante et une dégradation constante des conditions d'existence de la masse de la population. C'est le capitalisme qui est responsable de cette situation. Les gouvernements, les parlements et les partis qui acceptent le capitalisme – qu'ils soient de droite ou de gauche – ne pourront pas empêcher la régression sociale.

« L'Europe sociale »

Il ne peut y avoir d'« Europe sociale » sur la base du capitalisme. Prétendre le contraire, c'est semer des illusions sur la capacité de ce système à satisfaire les besoins du plus grand nombre, en France comme à l'échelle européenne. Les traités européens successifs sanctionnent la domination de l'économie européenne par les banques et les multinationales – en particulier allemandes et françaises. Les différentes institutions de l'UE perpétuent cette domination. Tant que nous n'aurons pas renversé la dictature du capital sur les peuples d'Europe, aucun « nouveau traité » ne permettra d'en finir avec la régression sociale. D'ailleurs, comment croire que les capitalistes européens, qui ont créé et contrôlent fermement les institutions de l'UE, pourraient adopter un traité contraire à leurs intérêts ?

« Sortir de l'Union Européenne » ?

Pour les mêmes raisons, les mots d'ordre tel que « sortir de l'Union Européenne » ou « revenir au franc » (sur la base du capitalisme) passent à côté du véritable problème. À connotation nationaliste, ils détournent l'attention des travailleurs de la cause fondamentale de la crise : la propriété capitaliste. Il n'est pas vrai qu'une France capitaliste ayant rompu avec l'UE et son système monétaire serait un pas dans la bonne direction, pour notre classe. Par exemple, si la Grèce sort de la zone euro, comme cela semble désormais inévitable, le retour à la drachme risque de se traduire par un effondrement économique encore plus sévère qu'aujourd'hui, et notamment par une nouvelle chute brutale du pouvoir d'achat des travailleurs grecs, car la monnaie nationale sera massivement dévaluée.

Notre objectif ne peut s'exprimer de façon satisfaisante ni par une « sortie de la zone euro », ni par une politique visant à défendre cette monnaie. Notre programme devrait plutôt indiquer les moyens pour sortir du système capitaliste, en France et à l'échelle européenne. Cette dernière approche rejoint celle de l'Internationale Communiste du début des années 20, qui définissait son objectif comme une « Fédération des États socialistes d'Europe ». Si les travailleurs parviennent à renverser le capitalisme dans un pays d'Europe – que ce soit en Grèce, en Espagne, en France ou ailleurs –, cela donnerait une formidable impulsion au mouvement révolutionnaire sur l'ensemble du continent.

L'économie française et la dette publique

Les perspectives pour l'économie française sont indissociables du contexte européen et mondial que nous avons décrit. Au cours des 20 années qui ont précédé la crise de 2008, la position mondiale de la France – et en particulier sa position relative à l'Allemagne – s'est constamment dégradée. Sa part des marchés internationaux s'est contractée à un rythme annuel moyen de 0,5 %. La dégradation de ses performances économiques se traduit par un déficit commercial de 75 milliards d'euros en 2011 (contre un excédent de 158 milliards en Allemagne) et par un rétrécissement de sa base industrielle, qui ne représente plus que 12 % de son PIB (contre 21 % en Allemagne). L'industrie française perd du terrain non seulement sur les marchés internationaux, mais aussi sur le marché intérieur.

Le nombre de chômeurs a franchi la barre des 3 millions. Si l'on inclut les personnes qui cherchent un emploi tout en exerçant une activité réduite, le chiffre monte jusqu'à 4,5 millions. Et compte tenu des personnes sans travail, mais largement non recensées, le déficit réel en emplois se situe entre 5 et 6 millions. La situation s'aggravera encore dans les mois qui viennent. La désindustrialisation du pays s'accélère. Les pertes d'emplois affectent pratiquement tous les secteurs de l'économie. Le cas de PSA (8 000 suppressions de poste) est bien connu. Il y a aussi Air France (plus de 5 000), ArcelorMittal, Alcatel-Lucent, Sanofi, SFR, Bouygues Telecom, Hewlett-Packard, Conforama, Doux, Groupama, Puma, Castorama, Novandie, Nouvelles Frontières... La liste des entreprises annonçant fermetures et suppressions d'emplois ne cesse de s'allonger.

Parallèlement à ce vandalisme économique, le capitalisme a ruiné les finances publiques. L'État emprunte ce qu'il refuse de prendre aux plus riches. À la fin du deuxième trimestre de 2012, la dette publique a atteint 1 833 milliards d'euros, soit 91 % du PIB. Sous prétexte de redresser l'équilibre financier de l'État, Sarkozy avait mené une politique d'austérité. Mais en réduisant les dépenses annuelles de 20 à 40 milliards, sa politique a contribué à la contraction de la demande et donc au ralentissement de l'économie. Ceci à son tour affectait les recettes fiscales. Du coup, le bilan financier de l'austérité sarkozienne est que la dette publique s'est aggravée de 100 à 150 milliards d'euros par an !

L'austérité ne règle pas le problème. L'aggravation de la dette continue. Elle a augmenté de 43 milliards d'euros au cours du seul deuxième trimestre de 2012. Ceci montre que la dette publique de la France est hors de contrôle et mettra tôt ou tard le pays dans la même situation que l'Espagne. Pour interrompre le cycle infernal de l'endettement, sur la base du capitalisme, il faudrait théoriquement réduire les déficits annuels d'au moins 100 milliards. Mais ceci plongerait l'économie française dans une récession profonde et détruirait d'un coup la base financière de l'État. Le successeur de Sarkozy se trouve confronté au même dilemme : augmenter l'endettement mènerait, à terme, à une contraction de l'économie, à l'instar de la Grèce ou de l'Espagne ; mais tenter de la réduire par l'austérité y mènerait plus rapidement encore.

Socialisme ou barbarie

Le système capitaliste est-il voué à s'effondrer, à disparaître de lui-même ? Non. Tant qu'ils conservent la propriété des moyens de production et de la finance, les capitalistes s'en sortiront toujours – mais au détriment du reste de la société. Il y a bien une « solution », de leur point de vue, qui n'en est pas une de notre point de vue. Elle passe par la destruction massive ou la délocalisation de l'appareil productif, par la casse des services publics, de l'éducation et de la santé, par une lutte à outrance pour briser la capacité de résistance des travailleurs et réduire en poussière toutes les concessions arrachées par les luttes passées. La question n'est pas tant de savoir si la crise peut être résolue, mais de savoir quelle classe sortira victorieuse de cette lutte.

Dans le contexte actuel, la formule « socialisme ou barbarie » n'a rien de rhétorique. En définitive, les choses se présentent de la façon suivante : dans la période à venir, soit les travailleurs, se plaçant à la tête de toutes les forces vives du pays, parviennent à renverser l'emprise capitaliste sur l'économie, l'État et la société, soit ils subiront un effondrement catastrophique de leurs conditions de vie. La crise n'est pas qu'économique. C'est une crise sociale, une crise de toute la culture humaine, de tout ce qui concourt à une existence « civilisée ». Ceux qui pensent que cette

perspective est trop alarmiste n'ont qu'à regarder ce qui est en train de se passer sous leurs yeux en Grèce, au Portugal et en Espagne.

Le capitalisme signifie désormais la régression sociale permanente. Ceci ne veut pas dire qu'il ne sera jamais possible, dans certaines circonstances, d'arracher telle ou telle concession aux capitalistes, ou de repousser certains projets néfastes des gouvernements. Mais cela signifie que dans un contexte de régression générale dans tous les domaines, ce qu'il est parfois possible de gagner sera constamment miné par la suite. Cela signifie que des mesures d'austérité abandonnées sous la pression de la rue seront remises à l'ordre du jour dès que l'occasion s'en présentera.

Cette crise est qualitativement différente de celles que nous avons connues par le passé. Elle est bien trop profonde pour être surmontée par des mesures superficielles telles que des aménagements fiscaux ou des réformes du système bancaire. L'expérience de ces dernières années nous montre aussi que des grèves et des manifestations – même de très grandes ampleurs – peinent à aboutir à des résultats tangibles. Pas moins de vingt grèves générales ont eu lieu en Grèce. Mais la politique d'austérité se poursuit.

Cette expérience souligne la nécessité d'une solution *politique*, d'une solution *générale* pour mettre fin à la domination capitaliste. Cette réalité a des implications politiques majeures pour le PCF, comme pour toutes les organisations politiques et syndicales qui veulent défendre les intérêts des travailleurs. Elle signifie que les organisations qui se bornent à contester les seules conséquences du capitalisme, mais ne veulent pas remettre en cause l'existence de ce système, se condamnent à l'impuissance.

Les idées du communisme, que certains voudraient reléguer au musée des antiquités, n'ont jamais été aussi pertinentes qu'aujourd'hui. Ces idées exprimaient et expriment encore la nécessité d'en finir avec la dictature du capital, ce qui veut dire, concrètement, *la suppression de la propriété capitaliste* des banques, des organismes de crédit et des assurances, ainsi que des grandes entreprises de la production et de la distribution, et *la réorganisation de la société sur des bases socialistes*, où la maîtrise de l'économie et de l'administration publique sera entre les mains des travailleurs. Le socialisme devrait être clairement identifié comme *notre projet de société*.

Cependant, la consolidation d'une société socialiste ne serait pas possible dans les limites d'un seul pays. Il faudrait étendre le changement à l'ensemble du continent européen – et au-delà. Nous pensons que cet objectif révolutionnaire et internationaliste devrait figurer dans le programme du Parti Communiste Français.

Le gouvernement socialiste

Grâce à une campagne combative autour de Jean-Luc Mélenchon, l'apport du PCF et de ses alliés dans le Front de Gauche a été le facteur décisif dans la défaite de Sarkozy. Les scènes de liesse populaire, à la Bastille et à travers le pays, étaient compréhensibles. Mais le programme de François Hollande ne contenait aucune réforme sociale significative. Le changement de gouvernement ne change pas la réalité sociale et économique.

Pendant sa campagne, le candidat socialiste affirmait qu'il serait le président de l'égalité et de la justice, qu'il « mettrait fin aux privilèges ». Mais en même temps, il a déclaré sans ambages que les marchés – c'est-à-dire les capitalistes – n'ont rien à craindre de sa présidence. Ces engagements sont inconciliables. On ne peut servir deux maîtres. Hollande compare sa victoire à celle de François Mitterrand en 1981. Mais cette expérience nous a surtout appris – et pas pour la première fois – qu'un gouvernement de gauche qui cherche à gérer le capitalisme finira, au contraire, par être géré par lui.

La classe capitaliste n'est qu'une toute petite minorité de la population. Elle domine en vertu de sa propriété des banques et des moyens de production. Tant que cette minorité parasitaire n'est pas expropriée, le gouvernement ne peut apporter que quelques corrections marginales aux conditions sociales et économiques qu'elle nous inflige. Autrement dit, lorsque le système capitaliste dépend, plus que jamais, de la réduction permanente du niveau de vie des travailleurs, une politique de

réforme sociale ne peut aboutir que si elle est liée à une politique d'expropriation des capitalistes. Il faut résister, combattre le capitalisme – ou bien capituler.

Hollande et ses ministres sont les prisonniers volontaires du système capitaliste. Leur attitude à l'égard du cas PSA en est une preuve, parmi bien d'autres. Le président a qualifié la fermeture d'Aulnay d'« inacceptable ». Mais il l'a tout de même acceptée. Le 16 juillet dernier, juste après l'annonce de la fermeture, *Le Figaro* a publié un article intitulé : *Hollande reconnaît son incapacité à empêcher la fermeture d'Aulnay*. Mais ce qui sous-tend cette incapacité, c'est le refus de défier le pouvoir des capitalistes. Pour Hollande, manifestement, les capitalistes doivent pouvoir fermer une entreprise dont ils ne veulent plus, et le gouvernement n'a pas à s'en mêler.

Aux capitalistes du MEDEF, Hollande promet de réduire le « coût du travail » et de prendre des mesures pour augmenter leurs marges de profit et la compétitivité de leurs entreprises. Ceci passe nécessairement par une augmentation du taux d'exploitation des travailleurs, d'une façon ou d'une autre. En définitive, la compétitivité capitaliste, c'est une productivité maximale pour une rémunération minimale du travail. En même temps, il promet de protéger les travailleurs contre la régression sociale. Il emploie le même double langage en ce qui concerne les déficits publics. Il dit qu'il n'applique pas une politique d'austérité, mais souscrit au traité européen qui exige précisément cela.

Il est vrai que Hollande s'est engagé à améliorer sensiblement la situation dans l'Éducation Nationale. Nous ne savons pas encore si ces engagements seront tenus. Mais en tout cas, si le gouvernement maintient sa politique de réduction globale des dépenses publiques, une augmentation du budget de l'Éducation Nationale impliquera mécaniquement des attaques encore plus sévères dans d'autres branches de la Fonction Publique, telles que la santé, la culture, etc.

Quelles que soient les différences entre Sarkozy et Hollande sur des questions secondaires, le souci de ménager les capitalistes amènera inéluctablement ce dernier à abandonner les travailleurs et la jeunesse à leur sort. Les pressions capitalistes – contre lesquelles lui et son gouvernement se sont volontairement désarmés – parviendront à façonner la politique du gouvernement. Un gouvernement qui limite son action à ce qui est conforme aux intérêts capitalistes se voit contraint, par la force des choses, à adopter une politique de régression sociale. C'est ce que commande la loi du profit. Accepter le capitalisme, c'est accepter les lois qui régissent son fonctionnement. Ainsi, Hollande applique une politique d'austérité semblable à celle de Sarkozy. Celui qui nous parlait d'égalité nous parle désormais de rigueur et de contraintes. Celui qui hier nous parlait de rêves nous parle aujourd'hui des réalités – celles du capitalisme en déclin. Tout en sabordant l'économie, les capitalistes mettent la responsabilité des conséquences sociales sur le dos des « socialistes » au pouvoir. La position du gouvernement est en train d'être minée et son électorat déçu. La faillite politique du gouvernement socialiste prépare la voie à un possible retour de l'UMP au pouvoir et favorisera le Front National.

D'où la nécessité impérieuse de construire une alternative révolutionnaire à la politique de Hollande et à celle de la droite. Dans cette tâche primordiale, le PCF et le Front de Gauche, dont il est la composante majoritaire, peuvent et doivent jouer un rôle décisif. Si nous tenons à notre identité *communiste*, c'est parce que nous comprenons que le système capitaliste est la cause de la crise sociale et économique actuelle. Notre programme doit tenir compte de cette réalité. Dans l'action politique du parti, dans les luttes dans lesquelles les communistes s'engagent, le PCF doit s'efforcer de fixer l'attention des travailleurs sur la nécessité de briser le pouvoir des banques, de mettre fin à l'emprise des capitalistes sur l'économie et la société.

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement socialiste est également très importante. Le PCF doit soutenir tout ce qui, dans la politique du gouvernement, irait dans le sens d'une amélioration des conditions de vie de la masse de la population. Mais dans le même temps, il doit s'opposer résolument, sans la moindre ambiguïté, à toutes les mesures du gouvernement qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, des jeunes, des retraités et des chômeurs. Et le parti doit non seulement s'opposer en paroles aux mesures antisociales du gouvernement, mais il doit

aussi prendre toute sa place dans les luttes qui visent à y résister. Une telle approche jouera un rôle décisif pour gagner à nos idées la masse des électeurs qui ont voté pour François Hollande en avril et mai derniers.

Le Front de Gauche

Le succès de la campagne du Front de Gauche à l'élection présidentielle indique le potentiel qui existe pour l'émergence d'une force d'opposition de masse dans la période à venir. Le score réalisé par Jean-Luc Mélenchon (11,1 %) est près de six fois plus élevé que notre résultat de 2007. Mais la portée historique de ce résultat va bien au-delà du nombre de voix recueillies. Les rassemblements massifs et enthousiastes que nous avons organisés au cours de la campagne étaient d'une ampleur inédite en France depuis au moins 1981. En plus des militants du Front de Gauche, ces rassemblements ont mobilisé des centaines de milliers de militants syndicaux, de travailleurs et de jeunes. L'engagement des militants du PCF et du PG a été exemplaire. Leurs idées, leur énergie et leur action sur le terrain – tractages, affichages, porte-à-porte, manifestations, assemblées citoyennes, etc. – ont été un facteur déterminant dans le succès de la campagne. Mais l'arrière-plan social et économique y est aussi pour beaucoup. Le résultat électoral traduit le besoin, fortement ressenti par une fraction grandissante de la population, d'une alternative politique au capitalisme. Les mobilisations syndicales – notamment le mouvement contre la réforme des retraites en 2010 – n'ayant pas permis de faire reculer le gouvernement, les travailleurs les plus fortement impliqués dans ces luttes se sont tournés vers la politique pour chercher une solution.

Cependant, malgré le désastre social provoqué par le capitalisme, la campagne n'aurait jamais eu autant d'impact avec un candidat et un programme moins combatifs. C'est la première grande leçon de la campagne. Et c'est une réponse sans appel à ceux qui prétendent que des idées radicales et tranchantes font peur aux électeurs. Jean-Luc Mélenchon a mené une campagne vigoureuse et militante. Il a activement soutenu et mis en valeur les travailleurs en lutte. L'adversaire – le système capitaliste – était clairement désigné. Il a répondu point par point aux idées réactionnaires de Sarkozy et de Le Pen. Le programme qu'il a défendu était le seul qui visait à défendre et améliorer les conditions de vie de la masse de la population. Dans ses discours, il s'est efforcé de convaincre les travailleurs de leur propre force, de leur donner confiance en eux-mêmes, de les inciter à l'action, à la résistance. Le mot d'ordre « Prenez le pouvoir ! » communiquait, lui aussi, une confiance dans la classe ouvrière et dans sa capacité à imposer un changement fondamental de régime.

En affirmant qu'il ne participerait pas à un gouvernement socialiste sur les bases du programme officiel du PS, le candidat du Front de Gauche a envoyé à l'électorat un message très important. Son impact a été particulièrement fort sur le mouvement syndical. À l'époque du gouvernement Jospin, le PCF a perdu des dizaines de milliers d'adhérents, dont un nombre très important de militants CGT écœurés de voir des dirigeants communistes approuver des privatisations et bien d'autres mesures rétrogrades en contradiction flagrante avec le programme du parti. Ces camarades s'étaient largement réfugiés dans le syndicalisme. En écartant toute possibilité d'une répétition de cette erreur, la campagne présidentielle nous a permis de renouer avec une large couche de militants syndicaux – notamment, mais pas uniquement, de la CGT – qui s'était détourné du PCF dans le passé. En ne participant pas au gouvernement, le PCF et le Front de Gauche deviennent un pôle d'attraction, un point de ralliement et d'action politique pour résister à la politique du patronat. Nous conservons notre indépendance vis-à-vis d'un gouvernement « socialiste » qui, sur toutes les questions importantes, aligne sa politique sur les intérêts des capitalistes.

La grande majorité des militants communistes voient dans le Front de Gauche une initiative positive. En effet, ce serait une erreur de refuser de s'allier avec des organisations politiques qui, comme nous, veulent se battre contre la régression sociale. L'union fait la force. Mais le Front de Gauche, en soi, ne permet pas de régler les problèmes qui, pendant de longues années, ont progressivement affaibli la position du PCF. Ces problèmes viennent de *l'intérieur* du parti – et leur solution viendra, elle aussi, de l'intérieur, avec ou sans le Front de Gauche.

À partir des années 90, surtout, le PCF a connu une réorientation politique qui a mené à un affaiblissement considérable du parti en termes d'effectifs, d'implantation sociale, de représentation parlementaire, de ressources financières et de moyens d'action en général. Depuis la grève générale des transports et des services publics de 1995, des millions de jeunes et de travailleurs se sont mobilisés à de nombreuses reprises : contre le Front National au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, contre la guerre en Irak et la « réforme » des retraites (2003), contre la Constitution Européenne (2005) et contre le CPE (2006). Avec cette courbe ascendante de luttes et de mobilisations, le Parti Communiste aurait dû être dans son élément naturel et pouvoir renforcer sa position. Et pourtant, la courbe de son développement allait dans le sens inverse. La cause fondamentale de ce déclin résidait dans la politique de plus en plus « modérée » de sa direction, une politique qui tendait à se rapprocher de celle du Parti Socialiste. La direction du parti avait annoncé son ralliement à « l'économie de marché ». Sous le gouvernement Jospin, en particulier, elle est allée jusqu'à justifier des privatisations. Consciemment ou inconsciemment, les pressions idéologiques liées au triomphalisme capitaliste de l'époque avaient trouvé des relais dans le parti – et surtout dans ses instances dirigeantes. Son programme a été progressivement vidé de son contenu communiste, et il était même question, pour de nombreux dirigeants, d'abandonner le nom du parti pour marquer la rupture avec nos traditions révolutionnaires et communistes. Ainsi, le parti a été « dirigé » de recul en recul.

L'identité du PCF

Heureusement, sous la pression des militants et de la situation objective, cette évolution désastreuse semble avoir été interrompue. Une nette majorité des communistes veut conserver l'identité du Parti Communiste Français. Les différentes tentatives, au fil des années, de préparer le terrain à une « métamorphose » du parti – c'est-à-dire, en substance, à sa liquidation – se sont brisées contre cette volonté majoritaire. Le programme *L'Humain d'abord* est plus radical que le programme que nous avons présenté en 2007. Par exemple, il propose la nationalisation ou la « maîtrise publique » de certaines banques et grandes entreprises.

Mais en quoi consiste, au juste, l'identité du parti ? On aurait tort de la réduire à sa simple existence ou à son nom. Nous sommes, pour notre part, résolument opposés à la liquidation du parti comme à l'abandon de son nom. Mais l'identité communiste réside avant tout dans son *programme* et ses *objectifs politiques*. Ceci pose la question *du rôle et de l'apport spécifique du PCF* dans le cadre du Front de Gauche, en termes de programme et de stratégie. Nous ne sommes pas un parti *communiste* pour rien. Être communiste, c'est comprendre que les capitalistes n'ont pas de solution à la crise, puisqu'ils en sont la cause. Tous nos efforts pour résister à l'exploitation, toutes les conditions d'une vie digne – l'éducation, la santé, le logement, des revenus suffisants – se heurtent à chaque instant aux intérêts égoïstes de ceux qui font fortune sur notre dos. La classe capitaliste est devenue un immense fardeau qui empêche la société de se relever. Être communiste, c'est comprendre qu'il n'est pas possible d'en finir avec la pauvreté, le chômage, la précarité, le mal-logement et les innombrables difficultés qui pèsent sur nos vies, dans tous les domaines, sans s'attaquer à l'édifice tout entier du système capitaliste. Nous voulons en finir avec le capitalisme et construire une société sur de nouvelles bases, une société libérée de la loi du profit et de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est cette grande idée révolutionnaire qui a inspiré les générations passées de communistes, et qui nous inspire encore aujourd'hui, d'autant plus que nous avons, tous les jours devant nos yeux, la preuve du caractère rétrograde et inhumain du système capitaliste.

Il faut affirmer l'identité politique spécifique du PCF en termes d'idées et de programme. Tout en s'efforçant de renforcer l'union dans l'action militante avec les autres partis et formations du Front de Gauche, tout en cherchant à parvenir à un accord politique le plus large possible avec eux – comme ce fut le cas avec *L'Humain d'abord* –, le PCF devrait se positionner comme la composante *communiste* de l'alliance et exprimer clairement ses objectifs spécifiques dans son propre programme. En définitive, ce n'est que de cette façon que les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées autour du Front de Gauche comprendront la justification de l'existence et de

l'indépendance organisationnelle de notre parti et l'intérêt de son renforcement.

Le programme

Parmi les conséquences positives de la publication de *L'Humain d'abord*, il y a le fait qu'elle a mis la question de notre programme au cœur des discussions, à un point que nous n'avions pas connu depuis longtemps. Certes, chez les communistes, comme sans doute chez les militants du Parti de Gauche, le contenu du programme ne fait pas l'unanimité sur tous les points. Le contraire serait étonnant. Il n'a d'ailleurs pas été présenté comme un programme achevé et immuable, mais comme une première ébauche susceptible d'être améliorée et modifiée à la faveur d'une discussion démocratique.

Cette discussion doit maintenant se poursuivre. Ce n'est pas ici le lieu pour procéder à une analyse détaillée des nombreuses propositions que contient *L'Humain d'abord*. Sur toutes les questions sociales telles que les salaires, l'emploi, la santé, l'éducation, les retraites, etc., *L'Humain d'abord* constitue un programme de revendications militantes et audacieuses pour la défense des intérêts des victimes du capitalisme. Néanmoins, du point de vue de nos objectifs communistes, le programme du Front de Gauche comporte une faille majeure : il ne défend pas clairement l'abolition du capitalisme et n'explique pas la nécessité du socialisme. Si ce défaut n'est pas corrigé, le programme, considéré dans son ensemble, représenterait une tentative de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans les limites de ce même système.

Il est vrai que *L'Humain d'abord* insiste sur la nécessité d'affronter les marchés financiers. Ceci est absolument correct. Sans cela, la lutte pour changer la société est impensable. Mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que les sommes colossales qui s'échangent sur les marchés financiers ont été accumulées grâce à la *propriété privée* de l'industrie, des banques, des assurances, des organismes de crédit, des terres et des ressources économiques en général. Il serait tout à fait illusoire d'imaginer qu'il est possible de remporter la lutte contre la puissance financière de la classe capitaliste sans s'attaquer à sa racine. Concernant un autre volet important de *L'Humain d'abord*, le contenu de la « Sixième République » mériterait d'être davantage discuté et clarifié. Ces questions, et d'autres encore, devraient figurer dans les discussions au sein du parti à tous les niveaux, de sorte que tous les points de vue puissent être entendus. Les questions de programme sont l'affaire de tous les communistes.

Au fond, en matière de programme, la question qui nous est posée est celle du titre d'un livre bien connu de Rosa Luxemburg : *Réforme sociale ou révolution ?* Mais souvent, on oppose ces deux notions de façon un peu abstraite. Le parti est fortement engagé – à juste titre – dans des luttes pour défendre et améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ces luttes défensives, ainsi que les luttes pour obtenir des concessions ou des « réformes » sont évidemment indispensables. Si le PCF se tenait à l'écart de ces luttes, s'il n'avait pas un programme de revendications « immédiates » de ce type, il ne servirait à rien. Il n'y a rien de révolutionnaire dans le fait de rester les bras croisés en attendant une révolution. Celle-ci ne deviendra une possibilité que lorsque les travailleurs en auront compris la nécessité. En se heurtant à l'attitude implacable des capitalistes, et en se heurtant aussi aux limites de leurs propres idées et méthodes, les travailleurs en lutte tirent des conclusions. Notre rôle, en tant que communistes, est de les aider à passer de la lutte contre les conséquences du système à la lutte contre le système lui-même, de les convaincre que le socialisme est une nécessité incontournable pour en finir avec la régression sociale. Notre programme général a une fonction éducative, pédagogique. Il doit viser à inculquer aux travailleurs l'idée qu'ils peuvent et doivent devenir les maîtres de la société, de l'économie et de l'État.

Le réformisme, par contre, est fondé sur l'idée qu'il n'est pas possible ou souhaitable d'en finir avec le capitalisme, et prétend qu'il est possible de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans le cadre de ce même système. Et puisque ce n'est pas possible, les réformistes se trouvent dans une impasse. Hollande et les dirigeants du Parti Socialiste proclament haut et fort leur attachement à « l'économie de marché ». Mais quand on accepte le capitalisme, il faut accepter ses conséquences. Ainsi, nous nous retrouvons avec le phénomène insolite de « réformistes »... sans réformes !

Réformes et propriété publique

Dans le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx et Engels soulignaient la nécessité de toujours « *mettre en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement* ». Autrement dit, les communistes doivent en toute occasion montrer aux travailleurs que tous leurs problèmes se ramènent en dernière analyse à la question : qui possède l'appareil productif ? Il faut lier les luttes pour des revendications immédiates à la nécessité d'en finir avec la propriété privée des grands moyens de production.

Prenons trois exemples, trois questions brûlantes pour les conditions de vie de la masse de la population : l'emploi, le logement et la santé.

Il faut des mesures d'urgence contre le cancer du chômage. La réduction du temps de travail, sans perte de salaire, doit permettre un partage du travail disponible entre tous les salariés. Par ailleurs, des centaines de milliers de postes doivent être créés dans la Fonction publique, qui en a grand besoin. Comment les financer ? En nationalisant toutes les banques – sans indemnisation pour les grands actionnaires – et en les fusionnant en un seul organisme public.

On a besoin d'hôpitaux, de logements et d'écoles ? Des centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi pourraient être mobilisés pour les construire et les administrer. Mais de grands travaux publics ne devraient pas être une source d'enrichissement pour les capitalistes du BTP. Les grands patrons du bâtiment – qui ont annoncé la suppression de 35 000 postes en 2012 – doivent être expropriés et cette industrie intégrée au secteur public. De même, tous les grands groupes qui annoncent des fermetures ou des « plans sociaux » – Sanofi, PSA, Unilever... – doivent être nationalisés, sous le contrôle démocratique des salariés.

Dans le domaine du logement, en plus des mesures ci-dessus qui permettraient de lancer un vaste programme de construction de logements sociaux, il faut s'en prendre aux géants de l'immobilier qui se livrent à une spéculation éhontée. Ils doivent être nationalisés et les logements vides mis à la disposition de ceux qui en ont besoin. Les marchands de sommeil doivent être expropriés, eux aussi, sans indemnisation.

Enfin, il est scandaleux que la santé publique soit une source de profits, pendant qu'un nombre croissant de familles renoncent à des soins faute d'argent. Les cliniques privées doivent être intégrées au secteur public, tout comme les grandes entreprises du secteur pharmaceutique qui s'enrichissent sur le dos de leurs salariés et de la Sécurité Sociale – à commencer par Sanofi. De telles mesures – entre autres – permettront d'aller vers une santé gratuite et de qualité pour tous.

La planification écologique

L'idée d'une « planification écologique » a été largement popularisée par le PCF et le Front de Gauche, à juste titre. Le saccage de l'environnement – avec ses répercussions sur la santé publique, entre autres – est l'une des manifestations les plus effroyables de l'impasse dans laquelle le système capitaliste pousse l'humanité. Les mécanismes de la concurrence et de la course aux profits sont en contradiction complète avec la nécessité d'une gestion rationnelle des richesses naturelles et technologiques.

Sans une planification de ces ressources, il ne sera pas possible d'en finir avec la pollution des mers, des sols et de l'air – comme avec l'ensemble des menaces écologiques. Mais on ne peut planifier ce qu'on ne contrôle pas, et on ne contrôle pas ce qu'on ne possède pas. Aussi la planification écologique devra-t-elle se fonder, pour être effective, sur une planification démocratique des grands leviers de *l'économie* : banques, industries, transports, etc. Sans cela, l'idée de planification écologique serait suspendue dans les airs, impossible à mettre en œuvre.

Internationalisme

L'internationalisme des communistes ne se base pas sur des considérations sentimentales ou abstraites. Il découle de la position qu'occupe le salariat dans le système capitaliste. C'est une classe à la fois sans propriété et internationale. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », expliquaient

Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti Communiste*. Le socialisme offrira la possibilité de remplacer la rivalité actuelle entre blocs capitalistes nationaux par une coordination rationnelle des différentes branches de la production et de la distribution, en Europe comme dans le reste du monde. À la place du « marché », il établira la planification consciente et démocratique du processus productif, dans l'intérêt de la société dans son ensemble.

Tous les militants du parti profiteraient énormément de l'étude du programme et des idées révolutionnaires adoptés par l'Internationale Communiste pendant ses premières années d'existence. L'étude de ces textes pourrait figurer dans les programmes de nos formations internes. L'Internationale expliquait les choses sans la moindre ambiguïté aux travailleurs de tous les pays. Les communistes de l'époque voulaient faire comprendre aux travailleurs de tous les pays la nécessité de prendre le pouvoir – d'abord dans un, puis dans plusieurs pays – et de reconstruire la société sur de nouvelles bases, avec une authentique démocratisation de la culture, de la science et des arts.

La politique internationale du parti devrait reprendre ces grandes idées internationalistes. Trop souvent, les déclarations faites sur des questions internationales se limitent à des protestations ou à l'expression d'inquiétudes, ou encore à des appels à l'ONU – une instance sous le contrôle des puissances les plus rapaces de la planète – et se gardent de prendre position. Pour prendre un exemple concret, de nombreux militants sont choqués par l'attitude distante des dirigeants du parti à l'égard de Cuba. Or, la menace qui pèse sur Cuba exige un engagement ferme et catégorique de la part de notre parti. L'abolition du capitalisme à Cuba fut l'un des plus grands événements du XXe siècle. Elle a ouvert la voie à une transformation radicale des conditions d'existence des travailleurs et des paysans cubains. La révolution a permis de réaliser d'immenses progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation et des conditions de vie des masses. Tel est le « crime » que les impérialistes ne pourront jamais pardonner à Cuba. Ils veulent écraser Cuba, car ce pays incarne l'idée qu'il existe une alternative à l'économie capitaliste, que le marché n'est pas le seul système économique possible.

Si la révolution cubaine était liquidée, cela aurait d'abord un effet démoralisateur sur les travailleurs, la jeunesse et les paysans de toute l'Amérique du Sud – et même à l'échelle mondiale. Dans le combat pour défendre les acquis de la révolution, le PCF ne peut pas rester neutre, ou laisser planer une ambiguïté sur sa position. Il ne s'agit pas de nier les problèmes qui existent au sein de la société et de l'appareil d'État cubain. Ceux-ci s'expliquent avant tout par l'isolement de la révolution cubaine et par l'absence d'un véritable contrôle démocratique des travailleurs sur l'économie et l'État. Mais dans le conflit qui oppose l'impérialisme américain à Cuba, nous sommes aux côtés de Cuba.

L'importance de la théorie

Notre lutte contre le capitalisme doit être menée sur plusieurs plans. Nous devons défendre les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, combattre les discriminations et les inégalités sexistes et racistes, défendre et étendre les droits démocratiques (par exemple la lutte pour les droits des « sans-papiers » et le droit de vote des étrangers). Il y a également les combats sur le plan électoral. Tous ces aspects de notre activité sont très importants. Mais il y a aussi la lutte idéologique, la lutte pour les idées, pour la théorie. Négliger cette lutte serait une grosse erreur. Elle est d'une importance absolument cruciale. Les idées du communisme et le PCF sont constamment attaqués par nos adversaires politiques et dans les médias. Nos réponses à cette offensive idéologique manquent de clarté, et le parti en a beaucoup souffert.

À titre d'exemple, prenons la question de l'URSS. Parmi tous les arguments qu'utilisent les défenseurs du capitalisme, lorsqu'ils cherchent à discréditer le communisme, l'expérience de l'URSS est certainement le plus puissant. La dictature et la bureaucratie sont présentées comme un phénomène inhérent au socialisme et une conséquence inéluctable de l'abolition de la propriété capitaliste. Il y va, nous dit-on, de la « nature humaine » ! Cette propagande vise à discréditer la révolution de 1917 et les idées révolutionnaires en général. Elle a marqué les esprits à une échelle

massive. Nous l'entendons tout le temps. Certes, après avoir détruit l'ancien régime, après avoir lutté pour défendre la révolution contre ses ennemis, les révolutionnaires russes n'ont pas pu empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique. Mais cela signifie-t-il que cette révolution n'a rien à nous apprendre ? Est-ce qu'elle ne recèle pas, comme toutes les révolutions du passé – victorieuses ou vaincues –, de précieux enseignements pour tous ceux qui, à notre époque, aspirent à changer la société ? Et si oui, lesquels ? Quelles sont les causes profondes de la dégénérescence de l'URSS ? La direction nationale du parti n'apporte aucune réponse solide à ces questions – ni à des dizaines d'autres du même ordre. Et on peut difficilement éviter l'impression qu'elle ne se les pose même pas. Tant que cette situation perdure, le PCF ne convaincra jamais la jeunesse que le communisme ne porte pas en lui le germe du totalitarisme.

Nous avons pris la question de l'URSS comme un exemple parmi d'autres de l'importance de la théorie. Mais les jeunes et les travailleurs qui s'opposent au capitalisme s'intéressent à de très nombreuses questions politiques, historiques et philosophiques. Le PCF doit s'efforcer de répondre à leurs interrogations et attentes. Quelles sont nos idées sur l'évolution de la Chine ? Que pensons-nous de la théorie marxiste de l'État, du matérialisme dialectique, de la théorie économique de Marx ? Quelles sont, selon nous, les perspectives pour Cuba ou pour la révolution vénézuélienne ? Sans une attitude sérieuse envers les questions de théorie et de perspectives, il ne sera pas possible d'assurer le développement du parti authentiquement révolutionnaire dont nous avons besoin.

La formation des adhérents

Au cours de la dernière période, le parti a réalisé des progrès importants en ce qui concerne l'organisation de stages de formation. Mais il faut aller plus loin. Les stages de formation sont un lieu de partage d'expérience et de savoir. Comme dans les réunions de cellule ou de section, des points de vue différents peuvent se manifester sur les différents sujets abordés, mais ceci ne fait qu'enrichir le contenu des formations, dès lors qu'ils sont débattus de façon fraternelle et constructive.

L'essentiel, c'est que les questions de théorie économique, de philosophie, d'histoire ou d'actualité nationale et internationale soient davantage étudiées et discutées entre membres du parti. Des stages de formation réguliers peuvent y contribuer grandement. En particulier, il importe que les adhérents du parti connaissent les « classiques » fondateurs de la pensée marxiste, notamment de Marx et Engels. Les idées marxistes sont constamment attaquées et tournées en dérision par nos adversaires politiques. Une connaissance solide de ces idées nous permettrait d'y répondre concrètement. Pour nous, l'étude de la théorie n'est pas un exercice académique. Il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire.

On entend parfois des dirigeants du parti affirmer qu'il faut « réinventer » le communisme, sous prétexte que le monde a changé depuis l'époque de Marx. Il est évident que le monde a changé – et le marxisme n'est pas un dogme figé, une série de thèses valables en toutes circonstances et pour toute l'éternité. Il faut toujours partir de la réalité vivante, concrète, à laquelle nous sommes confrontés. Mais en comparant le monde actuel à celui de l'époque de Marx, nous ne voyons pas quels sont les *changements concrets* de l'ordre économique et social qui devraient nous pousser à renoncer à ce qui constituait alors l'axe central d'un programme communiste : l'expropriation des capitalistes et la planification démocratique de la production. Il suffit d'ouvrir le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels pour constater qu'ils y décrivent et anticipent admirablement les mécanismes fondamentaux du capitalisme *actuel* : concentration du capital, crises de surproduction cycliques, expansion du marché mondial (« mondialisation »), inégalités croissantes, poids social grandissant du salariat, permanence d'une large couche de chômeurs, etc. Par ailleurs, on constate que les tentatives de « réinvention » du communisme ont systématiquement débouché sur des idées *réformistes et pré-marxistes*.

Renforcement organisationnel et démocratique

Si nous mettons l'accent sur les considérations d'ordre politique, stratégique et idéologique

auxquelles le parti se trouve confronté, ceci n'enlève rien à l'importance cruciale de l'amélioration de nos structures et de notre fonctionnement interne. Chaque fois que les effectifs du parti le permettent, nous devons saisir l'occasion de rétablir les *cellules* du parti dans les localités.

L'effondrement du nombre de cellules, pendant une certaine période, avait grandement contribué à l'affaiblissement de nos moyens d'action et de la participation active de nos camarades dans la vie du parti. Les cellules facilitent énormément l'enracinement du parti dans les milieux populaires.

Un autre chantier prioritaire est celui des *sections (ou cellules) d'entreprise*. Là aussi, dès que nous avons un groupe de camarades suffisamment nombreux sur un lieu de travail, il faut encourager la création d'une section d'entreprise. Le développement de ces sections permettrait de relier le parti plus directement avec les travailleurs sur leurs lieux de travail, de renforcer nos liens avec les organisations syndicales et, quand les circonstances le permettent, de mener des activités et campagnes politiques sur place. L'évolution du nombre de sections d'entreprise et des effectifs de ces dernières est un indicateur très important de l'enracinement social du parti dans le monde du travail. Le développement de cet aspect de notre travail militant doit figurer parmi les grandes priorités du parti.

Le renforcement organisationnel et militant du PCF est inconcevable sans une amélioration de sa démocratie interne. De manière générale, il est nécessaire de donner à nos structures « de base » – sections, sections d'entreprise, cellules – une emprise plus directe sur la composition et l'action des instances départementales et nationales, et d'améliorer en même temps les rapports avec les élus. Personne ne peut ignorer que, de manière générale, les rapports entre les structures de base et les différentes instances dirigeantes sont souvent une source de frustration et de malaise au sein du parti.

Le système en vigueur fait que les adhérents dans les sections ne peuvent influencer que de façon très aléatoire sur la composition, la politique et l'activité des conseils départementaux. La situation n'est pas la même selon les départements, mais parfois les communistes ressentent une « déconnexion » entre les sections et les instances fédérales. En outre, la coordination entre le travail des Exécutifs départementaux et celui des Conseils départementaux est parfois défailante, ce qui pourrait expliquer en partie des taux d'absentéisme trop élevés dans les Conseils départementaux, donnant une impression de désinvolture. Or, les directions départementales devraient être en première ligne de la mobilisation politique et de la construction du parti, en concertation avec les sections et cellules.

Des remarques du même ordre peuvent être formulées à l'égard du Conseil National. Le mode d'élection de cette instance manque de transparence. En effet, le CN est élu par les délégués au congrès national, mais les délégations au congrès sont *de facto* décidées par les directions départementales sortantes, de sorte que la composition du congrès ne reflète pas la diversité politique qui existe à la base du parti. En conséquence, les élections du CN ont tendance à reconduire très largement les camarades qui soutiennent les orientations de la direction sortante, et ce, malgré le système des « listes alternatives ». Pour que le congrès national et le CN reflètent mieux la diversité politique du parti – inévitable dans un grand parti et enrichissante, si elle donne lieu à des débats démocratiques et fraternels –, il faut que la désignation des délégations au congrès repose sur une procédure plus démocratique.

Au CN, le taux d'absentéisme est alarmant. De toute évidence, une proportion trop élevée de ses membres attachent plus d'importance au titre de « membre du CN » qu'aux responsabilités politiques que ce titre implique.

Le PCF compte des milliers d'élus dont beaucoup se battent pour notre cause de façon courageuse et désintéressée. Mais il arrive que des élus se laissent impressionner par le prestige et les avantages divers qui peuvent être attachés à leur fonction, au risque de perdre contact avec la base du parti. Le PCF doit examiner les moyens de contrecarrer ce phénomène, de façon à ce que les adhérents du parti exercent dans tous les cas un contrôle effectif sur ses élus.

Toutes les carences du parti évoquées ci-dessus peuvent trouver une solution, à condition que les adhérents en comprennent les enjeux et s'efforcent de les résoudre. L'amélioration de la vie interne et démocratique du parti sera un facteur important pour accélérer sa croissance et le développement de son influence dans les années à venir.

Conclusion

Les médias capitalistes présentent le PCF comme un anachronisme, une survivance désuète du passé. Ils ne font que remplir leur mission : défendre les intérêts du système capitaliste, démoraliser ceux qui s'élèvent contre lui et qui osent lutter pour une société libérée de la loi du profit. Quant à nous, nous n'avons jamais accepté la thèse du « déclin historique » du PCF. C'est le système que nous combattons qui est en déclin. Le capitalisme n'offre plus à la société qu'une perspective de régression et de crise permanente. De grandes perspectives s'ouvrent devant le PCF dans les années à venir. Mais ce sont ces mêmes perspectives qui nous obligent à une évaluation critique et constructive de notre programme, de nos idées, de notre stratégie et de notre fonctionnement interne. C'est ce que nous voulons faire en présentant ce texte.

Le désastre social et économique auquel le capitalisme aboutit nous place devant un énorme défi. Le PCF incarne une longue tradition de luttes et de résistances à l'oppression. Dans la conscience collective de plusieurs millions de travailleurs, il demeure une force et un allié dans la lutte contre les innombrables injustices et oppressions que leur inflige le capitalisme.

Le capitalisme refoule la société en arrière. Aucun ordre social ne peut continuer indéfiniment sur cette pente. De terribles colères s'accumulent. Il faut les mettre au service de projets grandioses. C'est la mission historique du Parti Communiste Français. La tâche primordiale des communistes est de mettre le programme, la théorie et la pratique du parti en conformité avec les tâches révolutionnaires qui sont devant lui. Le Parti Communiste peut et doit redevenir une puissante force sociale et politique, un parti révolutionnaire, dans son programme et dans son action. Mais pour cela, il est indispensable de renouer avec les idées du marxisme. Le socialisme n'est pas une utopie, mais une nécessité. Par un effort commun, faisons en sorte que notre parti soit à la hauteur des enjeux de notre époque et de la lutte pour libérer l'humanité de l'exploitation capitaliste.